

Livre blanc

concernant la sécurité sociale dans l'Union Européenne

MTCE:
Mouvement des Travailleurs Chrétiens d'Europe



Pour une Europe sociale, équitable et solidaire



Auteurs: Veronique Elshoud, Marietje Vanwolleputte, Claude Delporte

Vormgeving: Ruben Delporte

Druk: Alfa print

Support by EZA

Aan de commissie sociale zaken en tewerkstelling van het Europese parlement.
Brussel 22 juni 2006.

Aan COMECE, commissie van de bisschoppenconferentie van de Europese gemeenschap.
Brussel 22 juni 2006.

Table des matières

Introduction

Chapitre 1

Points essentiels pour le MTCE

- 1.1 La sécurité sociale en Europe en danger ! ?
- 1.2 L'inspiration du MTCE

Chapitre 2

Les constats du MTCE

- 2.1 Evolutions sociales
- 2.2 La globalisation et la position de concurrence des sociétés
- 2.3 Le point de vue néolibéral : préjugés et mensonges

Chapitre 3

Les défis pour l'Union européenne formulés par le MTCE

- 3.1 Les mythes de la sécurité sociale percés à jour
- 3.2 Une sécurité sociale de qualité grâce à davantage de solidarité
- 3.3 Une sécurité sociale suffisante et des allocations viables
- 3.4 Une sécurité sociale à la portée de tous
- 3.5 Une sécurité sociale équitable grâce à la contribution solidaire de tous les revenus

Chapitre 4

Qu'attend le MTCE de l'Europe?

Chapitre 5

Déclaration d'intention du MTCE

Coordonnées des mouvements et signatures

Introduction

Qui sommes-nous?

Dans la foulée de la grande période de décolonisation des années soixante, le besoin s'est très fortement fait ressentir partout dans le monde, de garder des contacts durables entre le nord et le sud, et entre l'est et l'ouest. La dynamique internationale mise en place par les organisations liées à l'ONU, répondait de manière insuffisante à la demande d'interconnexion entre les organisations et les associations des différents pays et continents.

C'est pourquoi le MMTC, le Mouvement mondial des travailleurs chrétiens, a été fondé à Rome en 1966. Ainsi les contacts existant entre les différents mouvements ouvriers d'origine chrétienne de par le monde se sont donné un caractère formel et structurel.

Le MMTC ne constitue pas une instance coordonnant des organisations syndicales, mais bien un groupement de mouvements chrétiens et d'associations pastorales ayant un lien avec l'Eglise catholique romaine. Ceux-ci rassemblent des adultes, hommes et femmes, couples et familles issus du monde des travailleurs.

Les fondements de notre travail social, culturel et d'émancipation reposent sur l'Évangile. En suivant l'exemple de Jésus de Nazareth, le MTCE veut remettre l'être humain au cœur et au centre de la vie. Il veut oeuvrer à la construction d'une communauté mondiale où toute personne humaine a la possibilité de vivre dans sa dignité.

Les objectifs communs de ces mouvements sont, selon leur charisme particulier, de transmettre et

de concrétiser le message évangélique dans la vie de tous les jours, de favoriser l'émancipation des travailleurs, d'offrir de l'information et des opportunités de formation, de mettre sur pied des actions de sensibilisation, d'offrir des services aux affiliés, et de défendre les intérêts de ceux-ci. Le message évangélique et la pensée sociale de l'Eglise constituent le fondement de leur fonction pastorale, sociale et d'émancipation.

Un mouvement mondial ne peut pas nier le fait que les continents sont très différents. C'est pourquoi ce mouvement a été structuré en coordination continentale de mouvements. Chaque coordination est chargée de mettre en forme les thèmes centraux définis par le mouvement mondial et de coordonner le fonctionnement dans la partie continentale dont elle a la charge.

Ainsi, les mouvements européens se regroupent au sein du MTCE, coordination européenne du Mouvement mondial des travailleurs chrétiens.

En 2001, le MTCE a organisé un forum à Deinze (Belgique) ayant pour thème: «Quels sont les changements dans le monde du travail et quelles en sont les conséquences pour la qualité de la vie». Après avoir pris connaissance des différentes réalités et changements survenus dans les pays membre de l'Europe, un séminaire a eu lieu à Graz (Autriche) en 2002 et à Porto (Portugal) en 2003 pour réfléchir et échanger sur le thème «Le travail dans une Europe qui change et s'élargit».

Le séminaire MTCE de Brno (République tchèque) en 2004 a chargé les représentants des mou-

vements de réfléchir aux défis que pose à la sécurité sociale dans leur pays, dans le cadre de la nouvelle Europe.

En février 2006, une rencontre était à nouveau au programme. Elle a eu lieu à Freising (Allemagne). Vingt-huit mouvements issus de dix-sept pays européens étaient représentés. Ils ont ainsi mis en commun leurs découvertes. Ils ont échangé leurs visions et leurs idées. Jamais auparavant, dans l'histoire du MTCE, longue de quarante ans, un débat n'avait été à ce point intense et global. Les nouveaux Etats membres étaient également représentés. Cela permit une confrontation avec les pays européens dits de la «vieille Europe». On ainsi été rassemblé et analysé un véritable trésor de données. Au sein des groupes de travail et durant les réunions plénières, il est apparu très clairement que la population, et plus spécifiquement les travailleurs des différents Etats membres, sont très préoccupés par l'avenir de la sécurité sociale dans l'Union Européenne.

Le MCTE nourrit des attentes très élevées envers les institutions européennes, en ce qui concerne le fait de maintenir une sécurité sociale de qualité, et de continuer à construire une société plus juste sur le plan social en Europe.

Les mouvements du MTCE représentent des citoyens européens engagés qui, par ce «livre blanc» veulent faire entendre leur voix, indépendamment mais également en coopération avec des syndicats, des partis politiques, des ONG et des organisations qui oeuvrent pour une société plus sociale et donc plus équitable.

Les mouvements du MTCE représentent des citoyens européens engagés qui, par ce «livre blanc» veulent faire entendre leur voix, indépendamment mais également en coopération avec des syndicats, des partis politiques, des ONG et des organisations qui oeuvrent pour une société plus sociale et donc plus équitable.

Ce livre blanc ne constitue certes pas une étude analytique exhaustive des systèmes de sécurité sociale en place dans les Etats membres européens. Il ne s'agit pas non plus d'une étude scientifique qui comporterait des conclusions ou des propositions pour le futur. Une telle approche n'est en effet pas compatible avec nos possibilités et nos objectifs.

Mais à l'aide de ce livre blanc, le MTCE désire montrer une image aussi réelle que possible de ce qui se passe au sein de nos différents mouvements. Il constitue ainsi une humble analyse de la problématique de la sécurité sociale dans l'Union européenne, y compris les soucis éprouvés par le MTCE, ainsi qu'une proposition d'approche dans et par les institutions européennes.

Ce livre blanc se veut un cri d'espoir en vue de construire une société plus juste et plus solidaire au sein d'une Europe nouvelle et élargie. Il veut contribuer à donner à chaque citoyen de l'Union Européenne une perspective pleine d'espoir de confiance dans la dignité humaine. Il se veut un témoignage en faveur d'une alternative qui aille à contre-courant de la logique financière, économique et politique libérale dominante.

Chapitre 1: Les points essentiels pour le MTCE

La sécurité sociale en Europe en danger ! ?

Peu après la seconde guerre mondiale, des systèmes de protection sociale ont été mis en place dans une grande partie de l'Europe (occidentale et méridionale). Ces systèmes reposent sur des principes de solidarité avec un haut degré de couverture sociale pour la population.

Patrons et travailleurs ont collaboré, et chacun a apporté sa contribution. De cette manière, les travailleurs se sont retrouvés protégés contre la perte de leurs revenus. Ils ont vu une amélioration de leur capacité à faire face à la maladie et aux enfants. Bien que les systèmes aient été mis en place de manière différente dans chaque pays, et bien que les différentes branches ne soient pas partout pareilles, ils ont en commun un même fil rouge. Grâce à une cotisation obligatoire, les personnes sont ainsi protégées d'un point de vue financier. La solidarité entre personnes actives et sans travail, jeunes et vieux, malades et en bonne santé, familles avec et sans enfants, se trouve ainsi renforcée. Chacun contribue selon ses revenus.

En contrepartie de ces cotisations, les travailleurs et leur famille sont assurés contre la perte de leurs revenus ainsi que vis-à-vis de grosses dépenses liées notamment à la santé. Le principe de l'assurance implique que les personnes puissent garder leur niveau de vie.

La sécurité sociale était et constitue toujours

un fondement important de la solidarité nationale.

La naissance et l'évolution de la sécurité sociale diffèrent fortement dans les différents Etats européens. Selon l'évolution économique et sociale, le monde politique s'est adapté différemment aux besoins dans chacun des pays. L'industrialisation n'a pas évolué aussi rapidement partout en Europe. Le réseau social ne s'est pas développé aussi fortement partout en Europe. Enfin, la division de l'Europe en deux blocs après la seconde guerre mondiale a eu pour conséquence que d'autres priorités ont été établies par les politiques telles que la sécurité et la défense.

L'unification européenne n'a pas, jusqu'ici, apporté l'unité en matière de politique sociale ni en termes de systèmes de sécurité sociale en Europe. Au contraire, l'unification a entraîné un effet de décentralisation : des régions fortement différentes au sein d'un seul et même pays exigent davantage de transfert de compétences de la part des gouvernements nationaux au niveau social et en matière de couverture sociale. Les régions économiquement solides désirent un système de sécurité sociale propre, tandis que les régions plus faibles d'un point de vue économiques sont abandonnées à leur sort.

Ces dernières années, les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ont évolué d'un collectivisme total vers un libéralisme total. Le principe du chacun pour soi est devenu une règle. De ce fait, beaucoup de personnes risquent de se retrouver face à de graves difficultés.

Le manque de directives européennes en matière de sécurité sociale entraîne une grande inégalité entre les citoyens européens.

Et les dangers qui guettent la sécurité sociale en Europe sont encore plus grands !

Le mécanisme de couverture sociale de qualité qui a été mis en place durant le 20^{ème} siècle dans de nombreux pays européens, est à présent mis fortement sous pression en ce 21^{ème} siècle.

L'idée que la sécurité sociale ne constitue plus la solution aux problèmes, mais qu'elle est elle-même devenue un grand problème, est partagée par de plus en plus de personnes.

Dans la plupart des pays, de plus en plus de modifications profondes sont apportées aux systèmes existants.

Partout apparaissent des tensions entre les autorités, les patrons et les travailleurs, les syndicats, les assureurs et le monde financier.

Un équilibre est nécessaire entre les recettes et les dépenses afin de maintenir en place la sécurité sociale. Et c'est justement là que le bât blesse. Des alternatives s'imposent tant du côté des recettes, que des dépenses. En ce qui concerne les recettes, la plupart des modèles financent principalement la sécurité sociale grâce à des cotisations issues des revenus du travail. Ceci devient cependant problématique en raison du taux de chômage élevé, toujours

croissant, et du taux d'emploi relativement bas de la population européenne. Du côté des dépenses, les prévisions sont alarmantes concernant les dépenses. Celles-ci sont en augmentation dans le domaine des soins de santé. Les pensions des retraités vont devenir impayables du fait du vieillissement de la population européenne.

Les différents mouvements du MTCE dans les différents Etats membres européens sont angoissés face à l'incertitude et l'agitation au sujet de l'avenir de la sécurité sociale et de ses aménagements. Ils considèrent dès lors comme nécessaire de tirer la sonnette d'alarme, et de faire part de leur vision aux politiques de l'Union européenne quant aux adaptations qui devraient être apportées aux systèmes de sécurité sociale.

Le MTCE est d'avis qu'il est nécessaire que l'Europe prenne l'initiative en cette matière, et garantisse l'avenir d'une sécurité sociale de qualité à tous ses habitants.

Mais la dernière constatation des participants du MTCE, et sans doute la plus inquiétante, est la fracture à nouveau croissante entre riches et pauvres dans le monde, mais aussi à l'intérieur des pays européens et entre les pays membres eux-mêmes.

Données et statistiques officielles sur la richesse et la pauvreté (Eurostat)

Nous avons aussi remarqué que les chiffres de pauvreté sont en augmentation parmi la population qui travaille. Les gens qui travaillent sont pauvres ! Les travailleurs appro-

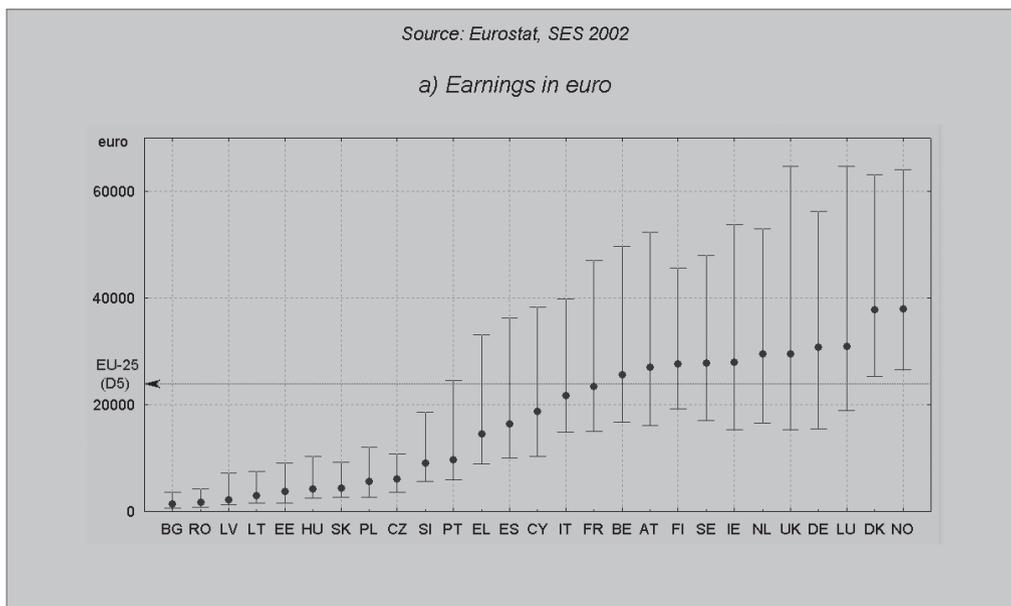
chent le seuil de pauvreté : le coût de la vie augmente plus rapidement que les salaires.

Cette pauvreté croissante alarmante doit être combattue au sein de l'Union européenne dite prospère. Car la pauvreté mène à l'exclusion de la vie sociale, et ceci est en contradiction avec la dignité humaine.

Contribution du KVW – Sud-Tyrol (Italie)

Dans cette région, le taux de chômage est très réduit, de l'ordre de 2 % de la population active. Pourtant le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter par-dessus le taux de chômage, au point qu'une commission officielle a été constituée pour lutter contre la pauvreté.

Figure 1: Gross annual earnings, in euro and in PPS, "Industry and services" (deciles D1 and D9, complemented by the median D5)



L'inspiration du MTCE.

Afin d'évaluer la situation, nous nous basons sur la réflexion et l'action sociales dans la tradition catholique.

Le message de la révélation biblique et la foi chrétienne qui en découle, inspire et oriente la vie personnelle ainsi que notre manière de voir l'organisation de l'économie de la société.

Selon les accents du Concile Vatican II, ceci s'applique principalement aux "signes des temps". C'est ainsi que «Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur.» (Gaudium et Spes, I).

Cela signifie aujourd'hui qu'il est demandé aux Chrétiens et aux églises de contribuer valablement à la construction d'une Europe plus juste et plus solidaire.

Certains concepts de base de la pensée sociale de l'Eglise guident notre action:

- L'économie doit être au service de l'Homme. Le travailleur, sa famille, sa communauté doivent passer avant le profit et les taux de change (Gaudium et Spes, 65).
- La dignité humaine est intouchable et toutes les personnes ont la même valeur. « Les hommes sont faits à l'image de Dieu » et ont un droit inconditionnel au respect. Toutes les personnes ont une égale valeur, indépendamment de leur famille, de leur âge, de leur nationalité, de leur religion, de leur caractère, de leur situa-

tion de travail, de leur statut économique, de leur santé, de leurs succès ou de toute autre caractéristique.

- Le principe de la dignité humaine donne à toute personne le droit d'appartenir à une communauté, la famille étant le lieu privilégié pour le développement humain.
- Toute personne a le droit de participer à la vie publique. Le travail est également une forme de participation à cette vie publique.
- Notre option est une option pour les pauvres et les groupes vulnérables. Etant donné que le bien commun doit être justement distribué, il faut accorder une attention prioritaire aux plus démunis.
- Le principe de la solidarité conduit à faire des choix pour le bien de la communauté. La solidarité nous appelle à surmonter nos propres barrières. Les problèmes autour de nous demandent des structures plus sociales et plus équitables. C'est pourquoi l'Eglise appelle tous les Chrétiens à l'équité sociale.
- Le principe d'égalité. Traiter son prochain comme soi-même est une manière de parvenir à cette équité.
- Le principe du bien commun, c'est mettre l'accent sur les conditions sociales de manière à ce que tout un chacun ait toutes les chances de se développer et de s'épanouir. Mais le bien commun est devenu si "global" et les structures sont devenues si internationales que plus rien ne semble avoir de frontières. La délocalisation du travail et des personnes est l'une des conséquences de ce phénomène «global».

• Le principe de la subsidiarité, ce qui peut être réalisé à un autre niveau que celui de l'Etat ou d'une institution supranationale, ne doit pas être pris en charge par cet Etat ou cette institution supranationale. Ce principe est un frein au pouvoir de l'appareil de l'Etat. Il y a un terrain intermédiaire entre l'Etat et les individus (souvent impuissants face aux problèmes de la société). L'Etat doit permettre à ces communautés et organisations de jouer leur rôle d'intermédiaire.

Le concept de la subsidiarité doit être mis en lien avec celui de la solidarité et dissocié de la responsabilité propre de l'individu, un concept soutenu par les partisans de la privatisation. La subsidiarité signifie rendre les gens plus forts et de leur donner la chance d'assurer leur propre existence.

Il faut jeter un nouveau regard aux principes ci-dessus. En réponse aux nouveaux défis que pose la société. Ces principes doivent être reconnus et constituent un nouveau souffle de vie.

Dans le Catéchisme social de l'Eglise catholique, on affirme qu'il existe des inégalités économiques et sociales injustifiées qui touchent des millions de personnes. Ces inégalités sont en totale contradiction avec l'Evangile et sont incompatibles avec l'équité, la dignité de la personne humaine et la paix.

Il en est de même concernant la solidarité humaine. Celui ou celle qui possède des "talents" particuliers, doit les partager avec les autres. Les différences doivent encourager les personnes, à faire montre de générosité, de bonne volonté, et à partager. Elles invitent les cultures à s'enrichir mutuellement.

La solidarité, qui découle de la fraternité humaine et chrétienne, se révèle en premier lieu dans la répartition équitable des biens, dans un salaire récompensant le travail de manière appropriée, et dans la volonté de mettre en œuvre un ordre social plus juste.

Les problèmes socio-économiques ne peuvent être résolus que grâce à toutes les formes de solidarité : solidarité entre les pauvres, entre les riches et les pauvres, entre les travailleurs, entre les patrons et les travailleurs dans les entreprises, entre les nations et les peuples. La solidarité internationale est une exigence de nature morale.

La COMECE (Commission des conférences épiscopales de l'Union européenne) a transcrit sa vision sous la forme de thèses visant la nouvelle stratégie de Lisbonne pour l'Union européenne.

Les évêques sont d'avis que le modèle social européen s'est développé à l'inspiration des droits politiques et sociaux fondamentaux qui sont actuellement repris dans le projet de constitution européenne, et reconnaissent que ces droits correspondent à la pensée sociale de l'Eglise.

Mais ils pensent également que les droits sociaux européens ne sont actuellement pas clairement définis.

Une citation du Professeur Renöckl : « On demande une contribution adéquate de la part des Chrétiens et des Eglises en vue de la réforme de l'Europe, dans la liberté et l'équité. »

Le MTCE s'inspire de cette pensée sociale de l'Eglise et de ses évêques afin de trouver et de

proposer des solutions aux défis sociaux du 21ème siècle..

En ce qui concerne l'Europe, le défi central est constitué par la fracture grandissante entre riches et pauvres dans tous les pays européens, ainsi qu'entre les pays et les régions. Une

répartition équitable des richesses est pour nous primordiale.

La sécurité sociale constitue dans cette perspective un droit fondamental pour tous les gens.

Quelques propos de l'évêque Muskens de Breda, qui expriment très bien les préoccupations d'inspiration évangélique du MTCE en matière de sécurité sociale:

«Les Eglises, mais pas seulement elles, doivent s'opposer à la colonisation de la vie (sociale) humaine par la pensée orientée vers la logique du marché.»

Il est question d'une division sociale grandissante. Un déséquilibre criant commence à apparaître dans la répartition du travail, des services, des revenus et des biens. Ceci est non seulement préoccupant, mais est surtout en contradiction avec la notion même d'humanité. Le travail ne peut pas être réduit à une denrée commerciale. Mais hélas, nous remarquons que, sous l'influence des « lois du marché », le travail est réduit à sa seule valeur économique.

A cela s'ajoute la révision des systèmes de sécurité sociale. Ces systèmes reposaient en grande partie sur le modèle et de la signification du travail. Mais les mots-clés sont à présent devenus : caractère impayable des aménagements sociaux, rationalisation et fonctionnement du marché.

Nous sommes à la recherche d'une nouvelle architecture pour la sécurité sociale. La possibilité, pour des millions d'habitants, de mener une existence digne et sûre en dépend directement. Au sein de la discussion concernant le nouvel étalonnage du système, il manque cependant la compassion envers et l'implication même des personnes qui constituent en fin de compte le véritable centre du débat.

Chapitre 2: Les constats du MTCE

Evolutions sociales

Le MTCE constate qu'il subsiste (encore) de grandes différences parmi les modèles de sécurité sociale et dans les systèmes de couverture sociale des différents Etats membres européens.

Il existe cependant un nombre de réalités et d'évolutions sociales très parallèles qui ont des conséquences importantes pour la sécurité sociale.

Ces évolutions ont pour conséquence que de plus en plus de voix s'élèvent pour affirmer que les modèles de sécurité sociale de qualité, comme il en existe dans un certain nombre de pays européens, ne sont à terme plus tenables, et qu'ils ne pourront plus non plus être financés à l'avenir.

Contribution ACO - France

Quelques chiffres - En 2002, selon des chiffres officiels, 10 % de la population active était sans travail. La même année, il régnait un taux de travail ou d'activité très bas, de 43,9 %. 15 % de la population travaille à temps partiel, dont 82 % de femmes. Le nombre de familles monoparentales augmente. 15 % des familles françaises vivent ce type de structure familiale.

Concernant la sécurité sociale, Ce socle construit au fil du temps se fissure et est remis en cause depuis la fin des années 80 par divers facteurs:

- Une part plus importante des richesses produites sont transférées à la sphère financière, au détriment des revenus liés au travail (de l'ordre de 10 % du PIB)
- La libéralisation des échanges économiques qui met en concurrence notre système économique et social avec des pays à niveau social plus faible, voire inexistant, entraîne une baisse des rentrées des cotisations.
- Le " vieillissement " de la population, lié à un allongement de la durée de vie et du plus faible remplacement des générations
- La pression des institutions internationales (Europe, FMI, OMC et AGCS) induit un désengagement progressif de l' état sur l'ensemble des aspects de la protection sociale. L'état et les divers gouvernements s'engagent sur des réformes qui grignotent progressivement les dispositifs collectifs, les statuts, les financements , le secteur public.
- L'abaissement des niveaux de solidarité nationale (baisse des pensions de retraites, des dépenses de santé) et la baisse de financement des institutions et associations travaillant sur les secteurs de la " protection sociale " font de plus en plus porter sur les individus la " responsabilité " du financement de leur protection sociale.

Quels sont alors les caractéristiques de notre civilisation occidentale ? Quelles sont ces évolutions sociales ?

- a) L'augmentation de la durée de vie, l'augmentation de l'espérance de vie, auxquelles les Européens peuvent s'attendre, en d'autres termes, le vieillissement de la population européenne Avec pour conséquence : davantage de personnes âgées qui feront appel à des systèmes de couverture sociale, à savoir pensions et interventions dans les soins de santé
- b) Le taux de chômage augmente dans tous les pays européens ! Le chômage élevé de longue durée entraîne davantage de pauvreté. Les dépenses en matière de sécurité sociale augmentent du fait de l'augmentation des allocations de chômage tandis que les recettes diminuent.
- c) Nous observons une augmentation du travail précaire : contrats temporaires, sous-contrats, travail saisonnier, petits emplois avec peu d'heures de travail par semaine, etc. Ces formes de travail accentuent les problèmes sociaux des hommes et (surtout) des femmes concernés et n'offrent pas de perspectives futures quant à leur sécurité en matière de revenus et de subsistance.
- d) Il règne un faible taux d'activité (le pourcentage de la population totale qui effectue un travail économique) dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Moins d'actifs dans la
- population entraîne une diminution des contributions à la sécurité sociale mais également une augmentation des allocataires sociaux.
- e) La situation très inégale des hommes et des femmes sur le marché du travail a des conséquences directes pour la couverture sociale et les droits des femmes en matière de sécurité sociale : un salaire bas entraîne des allocations réduites et de faibles pensions pour les femmes.
- f) Il y a aussi la répartition inégale du travail économique et du travail d'attention sociale et familiale entre hommes et femmes. C'est pourquoi les femmes optent plus souvent pour l'interruption de carrière et le travail à temps partiel. Du fait de leur carrière incomplète et du travail à temps partiel, les femmes n'arrivent pas à compléter leurs droits, de sorte qu'elles ne bénéficient par exemple que de faibles pensions.
- g) Il y a aussi la migration mondiale croissante, pour toutes sortes de raisons. L'Europe, elle aussi, se diversifie de plus en plus du point de vue ethnique. Les immigrants, tant ceux issus de l'Union européenne, que du reste du monde, jouent un rôle de plus en plus important au sein de la société et de l'économie européenne. Mais nos systèmes de sécurité sociale sont-ils adaptés à cette évolution ?
- h) Partout en Europe, on remarque une pres-

sion sur la famille traditionnelle. Les liens familiaux se relâchent ou disparaissent complètement. Le système qui repose sur la cellule familiale traditionnelle ne peut alors plus fonctionner. La fragilité de la cellule familiale se reflète également dans un nombre croissant de familles monoparentales (la plupart du temps des mères isolées) dont on ne tient que peu ou pas compte dans le système de sécurité sociale, et qui sont pourtant plus souvent dépendantes des allocations.

- i) Des différences croissantes existent entre les pays européens : entre les «vieux» et les «nouveaux» pays. Au sein des pays eux-mêmes, les tensions montent entre les plus riches et les plus démunis : la solidarité comme élément équilibrant de la sécurité sociale vacille.
- j) Les entreprises payent moins d'impôts. Il s'agit d'une tendance touchant la plupart des pays européens. Les pays et les régions sont en concurrence et essaient d'attirer les investisseurs et les entreprises en leur proposant de meilleures conditions fiscales.

Ensemble, ces évolutions constituent une menace pour la survie des modèles de sécurité sociale dans les Etats membres de l'Union européenne. Il faudra beaucoup d'ingéniosité et de détermination pour que des mesures de coordination des systèmes soient prises en Europe. Il faudra surtout une vision globale d'avenir pour nous orienter en matière de sécurité sociale en Europe!

Contribution KAP République Tchèque

Le problème central du pays est le taux de chômage élevé. A ce niveau nous observons de grandes différences à l'intérieur même du pays. Alors que le taux de chômage national est d'environ 10 %, dans certaines régions il s'élève à 25 % de la population active. Cette situation provoque une grande pauvreté et le provisoire n'est pas une réponse. Les travailleurs âgés de 45-50 ans sont les premières victimes des fermetures d'entreprises, sans primes, sans possibilité de retrouver un nouveau travail.

La Tchéquie vit également une crise de la famille. Le noyau familial s'affaiblit et le premier réseau d'assistance pour les personnes en difficulté disparaît.

La globalisation et la position de concurrence des sociétés

Un autre défi majeur est celui posé par la globalisation. Dans le monde entier, on assiste à une redistribution des cartes, sur le plan économique, politique et social.

Les systèmes de sécurité sociale européens sont particulièrement mis à mal par l'ouverture de tous les marchés, entraînant une concurrence accrue au niveau mondial.

Au nom de la soi-disant position de concurrence des entreprises, les multinationales et les patrons mettent sous pression les gouvernements dans, à peu près tous les Etats membres de l'Union européenne, ils réclament une

réduction des salaires ainsi que des charges salariales. Cela mine la sécurité sociale, qui est financée pour une bonne part grâce à des cotisations sur le travail.

Il faut aussi mentionner la concurrence au sein de l'Union européenne, mais également celle avec des pays non européens dans lesquels il n'y a que peu ou pas de protection. Les mouvements du MTCE souhaitent plus que jamais que le grand et libre marché mondial soit régulé par les principes d'équité et de durabilité sociale, sans quoi nous assisterons à une diminution de la solidarité ainsi qu'à une «démolition» de la vie sociale.

Contribution KAB Duitsland

Problèmes principaux et leurs conséquences

- Le chômage massif qui perdure depuis les années 90, a engendré des manquements dans le financement des systèmes sociaux.

- En plus, l'économie se plaint des cotisations élevées des charges sur salaires (les employeurs payent 50% pour assurance maladie/soins, pension et chômage), qui pèsent sur le facteur emploi.

- La croissance du nombre des pré-pensions et des exigences de vie augmentent les dépenses des assurances pension, alors que les cotisations sont en baisse. Ceci signifie une charge supplémentaire pour l'état (subventions des moyens fiscaux).

Comment l'état, les syndicats et la société comptent-ils résoudre ces problèmes?

- Restrictions des prestations de l'assurance maladie

- 0,9 % -cotisation spéciale des employeurs à la caisse maladie (indemnité d'incapacité).

- Discussions concernant la prime à la santé en tant qu'assurance maladie et assurance citoyenne (solidaire) (Bürgerversicherung)

- Diminution du niveau des pensions, gel des cotisations, exigence d'une prévoyance propre par des assurances privées.

- Restructuration de l'Agence fédérale pour l'Emploi et diminution possible des cotisations à l'assurance chômage en tant que décharge du facteur emploi.

- Restructuration de l'assurance soins (couverture des capitaux) est actuellement en discussion.

Les mythes de l'état social

- La globalisation est un phénomène nouveau

- Nous sommes de moins en moins de gens et nous vieillissons d'avantage

- Nous devons travailler plus longtemps

- Le social, cela comporte tout ce qui procure de l'emploi

- L'état est devenu trop gras

Que pouvons-nous faire contre cela ?

- Depuis des années, l'Allemagne profite de la globalisation et en est même devenue

champion mondial en exportation. Ces bénéfiques doivent également couler dans des projets sociaux.

- Le facteur démographique doit être considéré comme un défi pour une société moderne de prestataires de service et doit être innovateur dans le domaine de la santé et des soins.
- Il est possible de ne pas prester plus d'heures, et de ne plus produire des chômeurs à longue durée. Il est possible de partager le travail.
- Un travail précaire ne résout pas les problèmes sociaux, mais au contraire, pour les hommes et femmes concernés, il accentue encore cette situation de vie précaire. Nous avons besoin de la reconnaissance de la société active et du découplage du travail professionnel au moyen d'un salaire de base, qui permet de prester uniquement un travail de bienfaisance dans l'intérêt des familles et de la communauté.
- Nous souhaitons un état mince, là, où il se débarrasse d'entraves bureaucratiques, tandis que cela ne signifie pas que l'état doit être faible. Comme auparavant, par la force de son système d'impôts, l'état doit être en mesure d'opérer une redistribution et d'agir socialement.

Le point de vue néolibéral : préjugés et mensonges

Le MTCE constate que les préjugés en matière de sécurité sociale ont la vie dure et qu'ils rallient même de nouveaux partisans. Le chômeur de longue durée est vu comme un fainéant et les immigrants sont taxés de profiteurs sans scrupules..

Contribution du mouvement CTC Suisse

Pour parler de la sécurité sociale, nous pouvons faire confiance à Jean-Pierre Fragnière, grand connaisseur de la sécurité sociale. Il nous livre un aperçu significatif des clichés circulant à son encontre dans le but de bloquer son développement:

Le chômeur-profiteur, le chômeur paresseux, profitant de la sécurité sociale,

La cigale: que n'a-t-on pas dit et écrit sur les gens modestes qui roulent en grosse voiture ou sur l'assisté planté devant son poste de télévision... plus récemment est apparue la figure de celui qui consomme des médicaments et des prestations d'assurances, tout simplement parce qu'il prétend y avoir droit, simplement parce qu'il a payé des cotisations.

Tuer la poule aux oeufs d'or: A trop développer la sécurité sociale, on court à la catastrophe économique; les exportations sont mises en danger; bientôt les caisses seront vides et la sécurité sociale ne sera plus qu'une illusion...

L'encouragement de la débauche: Avec une solide constance, certains soupçonnent la sécurité sociale de faire le lit du vice. Faut-il assurer tout le monde... Faut-il soigner le réfugié clandestin, le malade du sida, le toxicomane ?

Dès son berceau, la sécurité sociale a dû essayer ces avalanches de soupçons, conquérir la confiance et l'adhésion. Les catastrophes annoncées ne se sont pas produites, les abus sont très limités; toute tentative de repenser la sécurité sociale aura toujours à contrer ces arguments.

Mais, dans les pays européens, l'attaque majeure envers les modèles de sécurité sociale est une attaque néolibérale.

Les économistes, les chefs d'entreprise, les entrepreneurs, les spécialistes et responsables du monde financier, mais également les autorités et les politiques mettent tout en œuvre pour remettre en cause tout ce qui relève d'une couverture sociale de qualité et ce quasiment au sein de toute l'Union européenne. Ils veulent même la faire voler en éclat.

Selon les économistes et les spécialistes monétaires, mais également du point de vue des patrons et de leurs organisations, voire même selon nos gouvernements, il n'est désormais plus possible de financer notre sécurité sociale. Il y aurait trop peu de recettes pour des dépenses trop élevées. Il est clair pour tout le monde que cela ne peut pas durer!

Qui plus est, la sécurité sociale fait elle-même l'objet de fortes critiques. Elle serait elle-même la cause des problèmes socio-économiques en Europe. La sécurité sociale serait, pour reprendre

une image, sortie de son lit ; la couverture sociale et les allocations seraient devenues trop élevées!

Dans le cadre de la pensée libérale mais également de la libéralisation de l'économie et des services en Europe, sont passées au second plan la réflexion et l'action visant à mettre en place une couverture sociale de qualité.

Ainsi, la sécurité sociale, et plus spécialement tout ce qui relève de l'assurance maladie, des soins de santé et des pensions doivent se plier au seul modèle économique ; en d'autres termes, ils doivent être proposés sur le marché libéralisé, dans lequel chacun (pour peu qu'il ait de l'argent) est un client. Et tant pis pour les autres ...

Partout ce raisonnement est propagé. Les médias y sont également pour beaucoup ; ils distillent l'information selon laquelle la sécurité sociale telle qu'elle était construite, à savoir pour tous les citoyens européens, n'est désormais plus possible, qu'elle ne peut en tout cas plus être financée. Les causes en seraient les évolutions sociales et économiques comme exposées ci-dessus.

Ainsi, on dramatise systématiquement la situation du vieillissement et des pensions. Partout on entend et on lit ce raisonnement simpliste selon lequel, du fait de l'allongement de l'espérance de vie, trop de personnes pourraient prétendre au système de retraite par rapport à une population active toujours plus réduite. Cela rendrait impossible la garantie d'une pension viable. Ce phénomène serait identique dans chacun des pays européens.

Et comme cette thèse nous est martelée depuis de nombreuses années, tout le monde finit par y croire, et pense qu'il n'y a pas d'autre solution.

Contribution KWB-KAV - Belgique

Durant la seconde moitié de 2005, les médias ont été pris par le débat relatif à la fin de carrière, et par les nombreuses modifications apportées à l'âge de la pension. D'où le cri d'alarme très répandu concernant le fait qu'il devient impossible de financer les pensions.

Ceci a entraîné une hausse sans précédent des demandes d'ouverture de dossier d'épargne-pension auprès des banques et des organismes d'assurances durant cette même période.

Un effet souhaité ???

Du fait de la concurrence mondiale, la charge salariale dans les entreprises européennes doit être réduite, ainsi les recettes pour la sécurité sociale issues du travail vont également diminu-

er. Selon nos dirigeants politiques et nos employeurs, il est inévitable que l'on doive épargner sur les allocations et les prestations de la sécurité sociale.

La position de concurrence des entreprises est un alibi en vue de mettre sous pression les travailleurs et la société dans son ensemble, et pour démanteler la couverture sociale et la solidarité.

Contribution KAB - Allemagne

L'espérance de vie en hausse fait grimper les dépenses en matière de pensions tandis que les recettes (par exemple du fait du chômage élevé) diminuent. Ceci rend nécessaire un plus grand apport de l'état, puisé dans les moyens fiscaux, ce qui est ressenti, voire présenté comme un « danger » auprès de la population.

Chapitre 3: Les défis pour l'Union européenne formulés par les MTCE

Les mythes de la sécurité sociale percés à jour

Il est urgent que les systèmes de couverture sociale soient adaptés afin d'offrir à nouveau pour chacun une sécurité ainsi une protection de qualité.

Les mouvements du MTCE constatent à présent au sein de nombreux Etats membres plutôt un démantèlement qu'un renforcement de la sécurité sociale. Le mythe selon lequel les systèmes de sécurité sociale de qualité sont désormais impossibles à mettre en œuvre, et ne peuvent en tout cas plus être financés, doit être dénoncé et percé à jour. Le raisonnement selon lequel il n'existe pas d'alternative, est faux. Il y a assez de ressources pour chacun ! Nous devons les partager d'une manière socialement équitable.

La sécurité sociale en Europe est un droit pour chacun, qui peut également être financé.

A condition d'effectuer des choix équitables au niveau des décisions politiques, une couverture sociale de qualité et pour tous les citoyens européens, liée à l'augmentation des salaires, est tout à fait possible, et peut être financée !

Une sécurité sociale de qualité pour chacun est possible et « financable » sous conditions, à savoir que:

- les piliers de la solidarité au sein des systèmes de sécurité sociale soient à nouveau consolidés

- les dépenses soient maîtrisées de manière équitable
- les frais soient répartis et supportés d'une manière solidaire et équitable

Selon le MTCE, il faut consolider les fondements des systèmes de sécurité sociale.

Contribution de la HOAC – Espagne

C'est certain qu'il y a des mythes autour à la S.S., un des plus importants c'est son insoutenable situation financière. La réalité montre bien clair que c'est faux, pas seulement que le système est viable, et peut continuer sans problèmes si on maintient les niveaux actuels d'emploi, et même le fond de réserve augmente toutes les années.

Un autre mythe est que du à la grande longévité des personnes âgées et l'alarmante descente de la natalité, la S.S. ne pourra pas maintenir les systèmes de protection qu'on a aujourd'hui. Ca c'est non plus certain car les immigrants, qui sont de plus en plus nombreux, peuvent augmenter l'affiliation à la S.S. , pourvu que son travail ne soit pas clandestin.

Le mythe de qu'un système de privatisation est plus sûr, on en a l'expérience dans les pays où ça existe, surtout en Amérique Latine, où l'on voit bien que les chômeurs n'ont pas aucune sorte de protection, quand on ne peut pas cotiser, pourtant ce n'est pas solidaire. En plus ces systèmes présentent aussi une forte faiblesse face à l'inflation et ils ne sont pas exempts de risques en sa

gestion, de façon que ne pourraient pas obtenir la rentabilité attendue, et même on pourrait arriver à une situation de faillite.

Une sécurité sociale de qualité grâce à davantage de solidarité

Dans de nombreux Etats membres, on apporte de nombreux changements au système national de sécurité sociale, et nous constatons que le pilier de la solidarité perd de l'importance.

Nous remarquons également une forte individualisation. La responsabilité pour l'acquisition d'une sécurité d'existence et de revenu repose de plus en plus sur l'individu. Chacun doit être lui-même à l'initiative et s'assurer, de manière complémentaire, selon ses propres besoins, mais en fait surtout selon ses propres capacités financières.

Chacun doit donc s'occuper davantage lui-même de son avenir et de sa sécurité. C'est une responsabilité qui devient celle de l'individu. Cette tendance vise à la responsabilisation. Mais elle pour conséquence immédiate une culpabilisation de l'individu. Ainsi face à des difficultés, l'individu est seul responsable et cela relève de sa propre faute.

Nous rappelons l'idée, communément acceptée, du droit des personnes à des allocations selon les principes de l'Etat providence. L'idée selon laquelle la sécurité sociale ne peut plus être considérée comme un filet de sécurité, mais qu'elle doit au contraire devenir un tremplin, gagne clairement du terrain.

L'Etat providence compte sur la capacité de chacun à se sauver : seule une « prime de départ » peut donc être attribuée.

Le but est que chacun doive se constituer des droits individuels à la sécurité sociale au moyen d'un travail (économique). Cela semble évident, mais c'est, en réalité, encore très loin d'être possible pour chaque citoyen.

Contribution KWB- KAV Belgique

En Belgique, les organisations et les partis lancent un appel incessant pour la suppression des droits dérivés. Nous ne pouvons cependant pas accepter sans conditions une telle poussée d'individualisation.

Les droits dérivés sont les droits aux allocations en matière de sécurité sociale, pour lesquels le bénéficiaire n'a pas cotisé lui-même. Ainsi, par exemple, en tant que conjoint marié travaillant à domicile, le droit au remboursement des soins de santé, ou bien le droit à une pension de famille ou de survie, même si l'on n'a pas, soi-même, d'activité professionnelle, et que l'on n'a dès lors pas payé soi-même de cotisation. Ces droits dérivés sont constitués grâce aux cotisations du conjoint actif. Aujourd'hui, il n'est pas encore possible d'attendre de toutes les femmes qu'elles se constituent elles-mêmes leurs propres droits sociaux par leur propre travail rémunéré. Pour de très nombreuses femmes, il existe en effet encore une grande inégalité des chances au niveau de la formation et des opportunités d'emploi. Il y a également un taux de chômage plus élevé chez les femmes. Leur salaire est souvent plus bas pour un travail égal, et les chances de promotion sont plus restreintes. Et, tant que

l'on attendra des femmes et des mères la plus grande part dans le travail ménager, de même que dans le travail d'attention familiale et sociale, la position des femmes sur le marché de l'emploi restera inégale, voire injuste. La législation n'offre pas encore assez de possibilités qualitatives permettant une combinaison optimale entre famille et travail, tant pour les femmes que pour les hommes. De plus, il faut continuer à renforcer la mise en place de garderies, ainsi qu'd'autres initiatives au profit des familles. Tant que toutes ces inégalités continueront d'exister, il ne peut être question de supprimer les droits dérivés.

Cette individualisation va de pair avec une privatisation furtive et sournoise toujours croissante.

Contribution de la HOAC Espagne

Depuis quelques temps se produit, de façon périodique, un débat sur le futur des pensions et la viabilité des systèmes actuels. Le débat tourne essentiellement entre les propositions de ceux qui défendent les systèmes publics de répartition actuels dans les pays de l'Union européenne et ceux qui trouvent plus avantageux les systèmes privés de capitalisation. Ce choix, dirigé par la Banque mondiale et les entités financières, se justifie par l'option de systèmes de répartition reposant sur l'activité économique en général et l'emploi en particulier.

Les banques et les organismes d'assurance prennent une part de plus en plus grande dans la sécurité sociale.

L'inconvénient est que seules des personnes

issues soit de groupes à faible risque ou disposant d'un revenu élevé et stable peuvent s'assurer à titre privé.

Ainsi, les assurances groupe de qualité (second pilier) ne sont accessibles qu'aux travailleurs actifs dans les secteurs économiquement forts, dans des organisations et des entreprises solides, où la solidarité avec les autres n'est pas de mise. L'Etat doit alors assurer la solidarité en utilisant des moyens "communs / sociaux" pour ceux qui n'ont pas accès à cette possibilité d'assurance à titre privé, par exemple parce que l'analyse des risques s'est montrée défavorable, ou parce qu'ils ne disposent pas d'un revenu fixe.

Au sein d'une telle vision libérale de la couverture sociale, on préfère donc l'assurance privée contre les risques, au détriment de la solidarité de la société.

Le MTCE remarque que cette individualisation est de plus en plus croissante et la privatisation plus furtive et sournoise. Elle détruit la solidarité entre les gens.

Contribution de la LOC Portugal

Avec l'augmentation du chômage au Portugal, les difficultés de la S.S. se sont accentuées. Les intérêts économiques, les forces politiques, les groupes économiques et les associations privées de S.S. veulent faire croire aux personnes que la S.S. publique est en faillite et que la solution passe par la privatisation.

Parallèlement les organismes privés font des campagnes pour que les personnes y fassent leurs assurances à la fois de les faire dans

l'organisme public de la S.S

Ce message atteint surtout les jeunes, car on essaie de les influencer en leur disant que la S.S. publique ne sert pas leurs intérêt.

La LOC affirme près des militants et de la société en générale que la S.S. est le mieux moyen pour garantir la solidarité sociale et finir avec l'exclusion sociale.

Dans les conférences réalisés avec les militants de la LOC , on a affirmé que la S.S. n'est pas en faillite et est soutenable.

La S.S. doit assurer des mécanismes de cohésion sociale, de juste et équitable distribution de la richesse produite, soit entre les bénéficiaires soit entre les générations.

ons dans le système général.

Quelques exemples:

- diminution des allocations et des pensions mais augmentation du coût de la vie
- âge de la pension revu à la hausse
- limitation de la durée des allocations par exemple pour les chômeurs
- prestations et services "de base" plus restreints dans le domaine des soins de santé
- suppression des remboursements de médicaments et des prestations dans ce secteur.

Le MTCE plaide également pour des revenus de remplacement et pour une révision des pensions liée à l'augmentation des salaires.

Le MTCE est conscient du fait que les dépenses en termes de sécurité sociale doivent rester sous contrôle, et que les abus doivent en tout cas être réprimés. Cela signifie aussi pour nous de veiller à un fonctionnement équitable des moyens disponibles.

Une sécurité sociale suffisante et des allocations viables

Le défi majeur est de faire en sorte que subsiste une couverture sociale de qualité, qui rende possible une existence viable.

Il existe une tendance claire visant à réduire, voire à faire disparaître totalement, l'assurance de base « légale » dans les différents domaines de la sécurité sociale. Nous nous référons ici aux modèles de développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Parmi les réformes, en cours au sein des différents Etats membres, ou parmi les mesures d'économie mises en place par les gouvernements, les mesures vont toutes dans le sens d'une limitation des prestations et des allocati-

Nous voulons attirer l'attention contre un démantèlement trop vaste, ainsi qu'une trop grande minimalisation de la régulation commune.

Nous plaidons pour des moyens, allocations et services de base au sein de la législation étouffés, et que l'offre de base soit assez large pour poursuivre une vie digne. Cette offre doit être financée par les moyens communs de l'Etat.

Contribution de la KAB Allemagne

Par exemple: un standard social pour les soins de santé.

Chaque personne assurée reçoit les prestations médicales nécessaires pour la guérison,

pour le soulagement ou la prévention d'une maladie.

Il faut garantir que les assurés reçoivent les meilleurs soins dans le cas d'une maladie, un handicap ou accident – indépendant de leur revenus, âge ou classe social.

Nous refusons l'exclusion des risques élémentaires (exemple : implantation dentaire).

Contribution de l'ACO Catalogne Espagne

Quels changements voulons-nous en matière de sécurité sociale en Catalogne?

- Amélioration des pensions de viduité et d'orphelin age, à ce moment le montant est du 52 % de la pension du décédé pour le veuf ou la veuve et 25 % pour les orphelins jusqu'à 21 ans.
- Etablir la pension de retraite pour les femmes qui travaillent à la maison pour le maintien de la famille, fils, grands parents etc.
- Amélioration des aides familiales pour enfants, et gens âgés avec une certaine dépendance (actuellement sont symboliques et insuffisantes
- En général et comme résumée , assurer de la part de l'état des prestations sociales minimales qui atteindraient à toutes les personnes (spécialement aux plus démunis et aux marginaux) que les permettent vivre avec dignité, et pouvoir satisfaire suffisamment les différents aspects de la vie personnelle, sociale et familiale (alimentation, logement, vêtement , santé, transport, loisirs, attention aux personnes de la famille à sa charge, etc.
- De façon prioritaire il faut agir pour aug-

menter toutes les prestations non contributives, car actuellement sont de misère.

Une sécurité sociale à la portée de tous

En ce qui concerne la sécurité sociale, les Etats membres de l'Union européenne doivent respecter deux principes de base, à savoir égalité de traitement et non-discrimination. Il est clair qu'il reste un long chemin à parcourir afin que ces principes deviennent réalité.

Nous voulons à nouveau attirer l'attention sur le problème de l'inégalité entre Femmes et Hommes. Les modèles classiques de sécurité sociale en Europe sont surtout basés sur les cotisations issues du travail (cotisations économiques) et sur le modèle familial du chef de famille masculin.

Ces deux systèmes sont désuets et impossibles à maintenir en place et ce du fait de la position encore et toujours plus faible des femmes sur le marché du travail. Il leur est impossible de gagner leurs droits à la sécurité sociale d'une manière équivalente à leurs collègues masculins.

De plus, elles ont souvent des carrières incomplètes. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'elles travaillent davantage à temps partiel les hommes, mais également parce qu'elles prennent souvent en charge le fait de s'occuper des enfants ou des membres de la famille. Soulignons tout particulièrement la situation des femmes seules ayant des enfants, elles font face à un véritable défi lorsqu'il s'agit de com-

biner vie de famille et emploi sur le marché du travail.

Cette inégalité de traitement dans nos système de sécurité sociale suite à cette plus faible participation sur le marché du travail, est une réalité récurrente au sein de nombreux Etats membres, selon le très récent «rapport pour l'égalité» de la Commission européenne.

Pour le MTCE, la solidarité signifie aussi que nous devons pouvoir créer ou maintenir des modèles de couverture sociale qui soient accessibles à tous et de la même manière. Un système de sécurité sociale sans discrimination entre Femmes et Hommes requiert donc une politique active en matière d'égalité des chances, en particulier au niveau européen.

Quelques propos de l'évêque Muskens de Breda (Pays-Bas)

Nous constatons par ailleurs une augmentation de la privatisation ; nous remarquons aussi des gouvernements auxquels incombent sans cesse davantage un rôle de veilleur de nuit envers eux-mêmes. Celui qui est malade, doit déboursier de plus des montants propres élevés ; il est soumis à des conditions très contraignantes en raison de la mise en œuvre de nombreux mécanismes sociaux. De plus, le sort qui touche les plus pauvres est de plus en plus souvent considéré comme un manquement personnel, comme de la paresse, du caractère inadapté de ceux-ci, de leur manque de courage et de motivation, ou même encore de leur prodigalité ou leur sottise. Cependant, il ne fait aucun doute que, pour une bonne part, cet état de fait est dû à la politique menée par les entreprises et les gouvernements.

Une sécurité sociale équitable grâce à la cotisation solidaire de tous les revenus

Il faut aussi une solidarité sur le plan du financement de la couverture sociale. Dans de nombreux modèles, les recettes pour la sécurité sociale sont surtout issues de cotisations provenant du travail. Ceci n'est plus possible. Le financement doit recevoir une base plus large.

Contribution de la KWB-KAV Belgique

Un problème tout aussi crucial réside dans les revenus de la sécurité sociale. En Belgique, la sécurité sociale est financée à raison de 75 % par les contributions obligatoires des travailleurs et des employeurs, et à raison de 25 % par l'Etat. C'est donc la population active qui en assure le financement. De plus, ce sont les plus hauts revenus qui y contribuent le plus. Les plus forts doivent aussi supporter les fardeaux les plus lourds. Mais le vieillissement de la population ne permettra plus d'assurer une telle couverture. Il est urgent de trouver une manière alternative de financer la sécurité sociale. Il faut un changement vers des sources de revenus qui ne puisent pas tant dans les salaires ; un changement réduisant la charge contributive du travail et augmentant les sources en provenance d'autres revenus.

Tous les revenus doivent contribuer dans une proportion équitable afin de pouvoir continuer à financer la sécurité sociale.

Nous demandons:

- une cotisation générale sur tous les revenus afin de financer la sécurité sociale, et donc sur ceux également des revenus de la fortune et du capital.
- mais aussi une fiscalité équitable, où chacun contribuerait en proportion et où la fraude fiscale serait combattue.

Ces deux voies doivent être mises en œuvre au niveau européen, car la libre circulation des biens et des services en Europe est une réalité.

Les mouvements du MTCE se plaignent du fait que les entreprises et les sociétés ne paient trop souvent que peu ou pas d'impôts, sous prétexte de les attirer par toutes sortes d'incitations. Or en effet, les recettes provenant des impôts sur les sociétés et des entreprises sont en baisse presque partout en Europe, tandis que l'impôt sur les personnes physiques basé sur les revenus du travail reste élevé !

Les multinationales, les banques et les organismes d'assurance publient chaque année des chiffres de bénéfices impressionnants. Et ces bénéfices, elles les distribuent à ses actionnaires. De plus, elles se plaignent de devoir payer des salaires et des impôts trop élevés. Elles mettent les gouvernements sous pression pour qu'ils réduisent leurs charges.

Cette politique actuellement appliquée dans de nombreux pays européens a pour conséquence que les revenus pour le maintien de la sécurité sociale diminuent ainsi les gouvernements se sentent obligés de faire des économies dans ce secteur.

Nous avons également besoin d'un système solidaire afin de garantir à chacun une protec-

tion sociale à long terme au sein de l'Union européenne. Tous les revenus du travail, de la fortune et du capital, doivent contribuer au financement de la sécurité sociale.

Contribution de la KAB Autriche

Quels sont les problèmes principaux et les conséquences possibles pour la SS ?

- Le fossé s'agrandit toujours davantage entre les riches et les pauvres.
- Les riches assument toujours moins le bien commun.
- Fiscalement, le capital est mieux pris en considération que le travail.
- Le chômage augmente, Le taux officiel de chômage (embelli) est de 7,1 % (2004)
- Les places stables, dans l'industrie principalement, sont remplacées par des relations d'emploi précaires.

Les conséquences sont sociales: des affrontements plus durs pouvant aller jusqu'à des débordements.

Selon le MTCE, quels sont les défis principaux? Nous en relevons ici quelques uns:

Création de normes Européennes différentes dans le domaine social et économie/capital. Une harmonisation fiscale sur le plan Européen et mettre fin à la ruineuse course aux avantages fiscaux. La seule chance de succès en ce domaine est d'obtenir un train de mesures au plan Européen.

Contribution - Déclaration des dirigeants syndicaux au Forum Economique Mondial

Cette situation a conduit à une concurrence catastrophique entre les pays. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux moyen d'imposition des entreprises a diminué d'environ 45 % au milieu des années 80 et dépassait légèrement les 30 % en 2003. Si la tendance continue, les entreprises ne devraient plus payer d'impôts vers le milieu du 21ème siècle. Aux USA, les entreprises ne paient que 13 % de leurs revenus aux impôts fédéraux, alors que les individus paient 87 %. Et dans l'Union européenne, le taux d'imposition général des entreprises a diminué de 46 % en moyenne dans les années 80, de 40 % en 1991 à 32 % en 2003, tendance qui s'est accentuée avec l'accession de nouveaux Etats membres en 2004 et a permis de nouvelles initiatives fiscales au rabais. Ce type de concurrence où il faut être moins cher que le voisin conduit à une perte générale de revenus pour les gouvernements. Cela modifie les structures fiscales, mine les ressources sur lesquelles doivent être construites les sociétés modernes, et a des conséquences négatives pour l'emploi dans de nombreux pays. Le monde des affaires doit savoir que la créativité requiert des investissements et qu'il doit payer sa

part au financement des sources dont il tire son profit et sa compétitivité. Il doit savoir que le fait de forcer des pays à faire la course au rabais fiscal des entreprises finira par freiner les innovations, diminuer sa croissance et miner sa prospérité.

Dans un marché unique européen, qui dans de nombreux secteurs a donné lieu à un marché du travail unique, nous avons besoin de normes communes et d'une coopération en matière sociale. Le concept de l'Europe sociale est au centre du développement d'une Union européenne où les progrès économiques vont de paire avec les progrès sociaux. Par conséquent, l'approche européenne doit être celle de la promotion d'une économie sociale de marché caractérisée par l'application de droits sociaux, l'inclusion sociale, le dialogue social, et un rôle majeur pour les interlocuteurs sociaux. Ce sont clairement des éléments clés pour l'Union européenne, des valeurs fondamentales inscrites dans le traité de la Constitution européenne. Raison de plus pour appuyer le Traité constitutionnel nécessaire pour l'Union européenne qui devrait être un tremplin pour renouveler nos campagnes en faveur d'une Europe sociale plus forte.

Chapitre 4: Qu'attend le MTCE de l'Europe?

Lorsque nous, en tant que MTCE, analysons et comparons la situation en Europe, nous constatons qu'il y a trop de différences pour et entre les citoyens européens. La couverture sociale est trop différente en fonction des régions, ce qui n'est pas conforme au principe d'égalité de traitement. Cela donne pour mission à l'Europe de permettre cette égalité de traitement entre les citoyens et de fixer un cadre au sein duquel les régions peuvent et doivent fonctionner.

Dans l'Introduction à l'agenda social 2005-2010, nous pouvons lire que l'Union européenne désire aider par une politique sociale, les citoyens européens à trouver la confiance. Cette confiance repose sur le fait que les mesures soient bien dans l'intérêt de l'ensemble de la société, mais également sur la conscience de ses propres capacités et moyens de faire face aux changements économiques et sociaux intervenant dans leur vie.

Les mouvements du MTCE constatent que cette confiance fait certainement défaut auprès de la population européenne ! Au contraire, la confiance en l'Union européenne et en ses institutions est en baisse. Cela s'explique parce qu'au niveau de la politique sociale, très peu de choses sont encore visibles pour le citoyen européen.

Les habitants de l'Union européenne sont devenus très peu sûrs de leur avenir, de celui de leurs enfants, et même de celui de l'Europe. Pourquoi ? A cause de l'insécurité d'emploi, de la peur de tomber malade ou de devenir vieux, du manque de clarté en matiè-

re de pension et d'âge de la retraite, du démantèlement de la sécurité sociale.

Pour ces mêmes raisons, de nombreux Européens remettent également en question la poursuite de l'élargissement de l'Union européenne.

Les évolutions sociales et les défis pour la sécurité sociale que nous venons d'exposer ci-dessus, sont présents dans tous les états membres de l'Union européenne. Ce ne sont donc pas des défis uniquement pour les pays, mais ce sont bien des défis européens, pour lesquels nous, en tant que MTCE, nous demandons la mise en œuvre d'une approche européenne.

Comment atteindra-t-on l'harmonisation en Europe ? Dans tous les cas, comment empêchera-t-on que les Etats membres ne se fassent concurrence, ce qui plongerait la protection sociale dans une spirale négative.

Contribution de la CPMT Luxembourg

Laissons la parole aux Luxembourgeois: Il faudra à notre avis réfléchir sur une européenneisation de la S.S. Elle s'impose du fait que nous avons maintenant la libéralisation du droit d'établissement et surtout la libre circulations des travailleurs. Si nous n'arrivons pas à une harmonisation minimale entre régimes, statuts et pays, personne saura maîtriser le volet technique de la sécurité sociale européenne d'ici 20 ans.

Dans l'agenda européen pour 2005-2010, on part du principe que les systèmes de protection sociale au sein des Etats membres doivent être modernisés. Dans ce contexte, Le MTCE se demande quelle direction ces modernisations vont prendre. Il faut œuvrer à la construction d'une vision à long terme pour l'ensemble de l'Union européenne.

La vision du MTCE est claire:

- a) Nous avons besoin d'un modèle social européen pour tous les états membres.

Les conditions minimales doivent être identiques pour tous les citoyens européens. La couverture sociale doit être garantie pour tous. Pour cela, il faut définir des normes standard et des normes minimales en vigueur au sein de l'Union européenne. Salaires minimum, pensions minimum, pensions calculées en pourcentage de salaire, dépenses en soins de santé qui ne pourraient excéder un certain pourcentage du revenu, etc.

- b) Il nous faut un mécanisme de base pour chaque citoyen européen, quelle que soit sa situation en termes d'emploi.**

- c) Les impôts sur le travail ne suffisent pas à couvrir les besoins élémentaires de la sécurité sociale. Ce sont des impôts sur tous les revenus qui doivent financer la sécurité sociale. Il faut parvenir au sein de l'Union européenne à l'application uniforme dans tous les Etats membres d'impôts équitables sur tous les revenus et autres produits, y compris les fortunes et le capital.

Le grand défi social est et reste la discrimination positive dans le traitement des pauvres et des groupes défavorisés. Chacun devrait pouvoir jouir de la prospérité en Europe. Cela profiterait à l'identité européenne.

Nous attendons également de la part de l'Europe qu'elle mette en place une politique active en matière d'égalité des chances au niveau de la sécurité sociale. L'identité européenne en dépend.

La nouvelle Stratégie de Lisbonne (2005-2010) en faveur de la croissance et de l'emploi dans l'Union européenne présente comme priorité les notions de "travail pour tous" et d'égalité des chances sur le marché du travail.

L'Union européenne vise donc d'abord le plein emploi et désire, sur cette base, maintenir et développer davantage la sécurité sociale dans son territoire.

Selon le MTCE, cet objectif ne pourra pas être atteint, et certainement pas dans les prochaines années!

Les conclusions tirées par le MTCE, lors de sa rencontre en 2002, font référence à la « triade » du travail (travail salarié, travail ménager, travail bénévole) : la sécurité sociale ne peut être liée exclusivement aux revenus du travail rémunéré. Les bénévoles travaillent également et le travail non rémunéré doit trouver sa place dans le système de protection sociale. Car certaines forces s'activent actuellement à plutôt détruire et démanteler les différents modèles de sécurité sociale.

Les institutions européennes doivent dès à

présent prendre des mesures pour structurer les réformes dans les Etats membres, et, à tout le moins, pour contrer le démantèlement de la couverture sociale. Nous n'acceptons aucune nouvelle privatisation de la sécurité sociale. Les besoins élémentaires ne peuvent jamais être laissés à la discrétion du principe de bénéfice/rentabilité.

Nous attendons, de la part des décideurs européens, qu'ils aient le courage politique pour œuvrer dans ce sens. Les ministres de la sécurité sociale doivent inverser le mouvement.

L'Union européenne doit agir, et prendre l'initiative dans le but de maintenir la sécurité et la couverture sociale, et même de les faire croître à nouveau au sein des Etats membres. Le principe de base doit être le suivant : la Sécurité sociale constitue un droit fondamental pour chaque être humain. La solidarité a toujours été la force de notre modèle social européen et doit redevenir le pilier solide de la législation sociale européenne. L'Europe doit s'atteler à réaliser une meilleure protection pour tous.

La sécurité sociale en Europe est un droit pour tous; elle peut également être financée pour autant que les choix politiques corrects soient posés.

Si l'Union réussit à imposer des normes européennes en matière d'emploi, de quota de pêche, d'agriculture, etc., pourquoi cela n'est-il pas possible en matière de sécurité sociale? Pour cela, il faut davantage de transparence en matière de revenus.

Il faut mettre en place des impôts équitables au sein de l'Europe élargie.

Tous les Etats membres doivent être encouragés à intégrer davantage la question des différences entre hommes et femmes dans tous les domaines de la politique, en ce qui concerne la sécurité sociale, et surtout la politique relative aux opportunités d'emploi.

Il faut mettre en place en Europe un mouvement de résistance afin de contrecarrer un démantèlement encore plus large de la sécurité sociale, et appeler à mettre un terme à davantage de privatisation dans ce secteur.

Chapitre 5: Déclaration d'intention du MTCE

Le MTCE veut contrecarrer les grands courants néolibéraux qui inondent l'Europe entière de leurs flux de capitaux "libres" et mettent clairement en danger une sécurité sociale telle que nous la désirons.

Nos mouvements désirent défendre la mise en œuvre d'une sécurité sociale qui soit socialement équitable pour tous les citoyens de l'Union européenne.

Il faut également dénoncer la nullité des affabulations et des préjugés selon lesquels une sécurité sociale (trop bien construite) constituerait la cause des problèmes économiques et industriels dans de grandes parties de l'Europe. Nous pouvons le démontrer.

Les mouvements du MTCE informeront et sensibiliseront leurs membres affiliés autour des thèmes du travail et de la sécurité sociale. L'accent sera mis sur les éléments suivants:

- renforcer la solidarité entre les personnes, entre les générations, entre les pays et les régions

- démontrer et combattre la privatisation furtive et sournoise de la sécurité sociale

- plaider pour l'égalité entre femmes et hommes

- mettre un terme au démantèlement des systèmes actuels

- émettre des propositions afin d'apporter des améliorations

- défendre avec ardeur les cotisations équitables sur tous les revenus afin de financer la sécurité sociale

- exiger une fiscalité équitable

Nous nous engageons pour la mise en œuvre de systèmes de sécurité sociale basés sur la solidarité

Chapitre 6: liste des mouvements du MTCE

EBCA - MTCE - ECWM

- ACLI ItalieAssociazioni Cristiane Lavoratori Italianiwww.acli.it
- ACO FranceAction Catholique Ouvriere.....www.acofrance.net
- ACO CatalunyaAccio Catolica Obrera.....www.treballadors.org/aco
- CMO Italie.....Cristiani nel Mondo Operaiowww.arpnet.it/longo
- CPMT LuxembourgCentre Pastorale du Monde du Travail
- CTC SuisseCommunaute de Travailleurs Chretiens
- EDS Polen.....Europejski Dom Spotkanwww.eds-fundacja.pl
- EP BelgiqueEquipes Populaireswww.e-p.be
- HOAC EspagneHermandad Obrera de Accion Catolicawww.hoac.es
- KAB DeutschlandKatholischen Arbeitnehmer Bewegung.....www.kab.de
- KAB Österreich.....Katholischen Arbeitnehmer Bewegung.....www.kab-wien.at
- KAB SchweizKatholischen Arbeitnehmer Bewegungsozialinstitut-kab.ch
- KAB - NITRA Slovakia Katholischen Arbeitnehmer Bewegung
- KAD DanmarkKatolsk Arbejderaktion
- KAMM HongrieKatholischen Arbeitnehmer Bewegung
- KAP TchequieKristan An Pracewww.hkap.cz
- KAV BelgiëKristelijke Arbeidersvrouwen Bewegingwww.kav.be
- KWB België.....Kristelijke Werknemers Bewegingwww.kwb.be
- KVW Süd TirolKatholisches Verband der Werkstätigenwww.kvw.org
- LOC PortugalLiga Operario Catolica
- MAS MaltaMoviment Azzjoni Socjali
- MCL ItalieMovimento Christiano Lavoratoriwww.mcl.it
- MCS RoumanieMiscarea Catolica a Salariatilor
- MCW U.K.Movement of Christian Workers
- MLAC ItalieMovimento Lavoratori di Azione Cattolicawww.azionecattolica.it/aci/MLAC
- ZKRZ SlovakiaZdruzenie Krest'anskych Robotnikov a Zamestnancovwww.zkrz.sk
- MMTC-WMCW- WBCAwww.mmtc-infor.com

